



**nswp** Global Network of Sex Work Projects  
Promoting Health and Human Rights

## NOTE D'INFORMATION :

# L'élargissement de la « règle du bâillon mondial » des États-Unis

Le 13 janvier 2017, le président des États-Unis a rétabli et élargi la « politique de Mexico » aussi connue sous le nom de « règle du bâillon mondial ». Cette politique interdit le financement par les États-Unis d'organisations non gouvernementales travaillant à l'extérieur du territoire américain qui pratiquent l'avortement, informent activement le public ou promeuvent la décriminalisation de l'avortement.

Le 15 mai 2017, l'administration américaine a tenu une conférence de presse pour lancer la « politique de Mexico » élargie que la nouvelle organisation a rebaptisée « Protéger la vie dans le plan d'aide sanitaire global ».

### Faits essentiels :

- Le gouvernement américain est le plus important donateur en matière d'aide au développement mondial pour la santé et a versé 31,9 % de l'ensemble des subventions pour l'aide au développement pour la santé de 1990 à 2016.<sup>1</sup> En 2016, le gouvernement américain a financé 70,4 % de toutes les aides au développement pour le VIH/sida.<sup>2</sup>
- La « règle du bâillon mondial » fait référence à une clause inscrite dans les contrats d'aide au développement du gouvernement américain. Cette clause interdit les organisations que le gouvernement finance de pratiquer l'avortement ou d'en faire la promotion même lorsque les financements de ces activités viennent d'ailleurs.
- Depuis le 15 mai 2017, la « règle du bâillon mondial » s'applique désormais à des financements d'une valeur de 8,8 milliards de dollars, le total des aides au développement s'élevant à 9,3 milliards de dollars, les financements du PEPFAR inclus. Auparavant, cette politique ne s'appliquait qu'à des financements d'une valeur de 600 millions de dollars d'aide au développement pour la planification familiale.
- La « règle du bâillon mondial » **ne concerne pas** les gouvernements étrangers, les organisations américaines, les organisations internationales publiques (par ex. les agences des Nations Unies, y compris l'ONUSIDA et l'OMS) et les partenariats multilatéraux avec d'autres gouvernements donateurs (par ex. le Fonds mondial), et ne s'applique non plus aux intermédiaires financés par ces organisations.<sup>3</sup>
- La « règle du bâillon mondial » **concerne** les organisations non gouvernementales internationales, régionales et nationales (par ex. l'Alliance internationale contre le VIH/sida) qui opèrent en dehors des États-Unis. Le « bâillon mondial » concerne également les sous-réceptaires des organisations américaines qui bénéficient de l'aide au développement du gouvernement américain (par ex. les partenaires d'ONG américaines, telles que FHI 360 qui reçoit des financements de l'Agence américaine pour le développement international).

<sup>1</sup> Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), 2017, "Financing Global Health 2016: Development Assistance, Public and Private Health Spending for the Pursuit of Universal Health Coverage", p. 45 available at [http://www.healthdata.org/sites/default/files/files/policy\\_report/FGH/2017/IHME\\_FGH2016\\_Technical-Report.pdf](http://www.healthdata.org/sites/default/files/files/policy_report/FGH/2017/IHME_FGH2016_Technical-Report.pdf).

<sup>2</sup> Ibid. 21, 45

<sup>3</sup> US Department of State, 2017, "Background Briefing: Senior Administration Officials on Protecting Life in Global Health Assistance" disponible en anglais sur le site <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2017/05/270879.htm> (consulté pour la dernière fois le 21 mai 2017)

**NSWP | The Matrix, 62 Newhaven Road | Edinburgh EH6 5QB | Scotland UK**  
**[secretariat@nswp.org](mailto:secretariat@nswp.org) | +44 (0)131 553 2555 | [www.nswp.org](http://www.nswp.org)**

NSWP is a private not-for-profit limited company. Company No. SC349355

- Dans certains cas très particuliers cette politique n'est pas appliquée, mais ils sont très rares.<sup>4</sup>
- La clause de la « règle du bâillon mondial » ne concerne pas les financements déjà alloués. Cette nouvelle disposition s'applique à toutes les nouvelles subventions, à tous les contrats et accords coopératifs ainsi qu'à tous les renouvellements ou les amendements des accords de financements à partir du 15 mai 2017.<sup>5</sup>
- Pendant la période des six prochains mois, cette politique fera l'objet d'une évaluation du gouvernement américain.

### **Historique : les subventions du gouvernement américain pour l'avortement et la « règle du bâillon mondial »**

La « règle du bâillon mondial » a été introduite en 1984 par le président américain Ronald Reagan. Elle a été appliquée pendant 17 des 32 dernières années. Elle s'appliquera désormais à la plupart des aides gouvernementales au développement offertes aux organisations non gouvernementales travaillant hors des États-Unis. Lorsque la « règle du bâillon mondial » n'était pas en vigueur, les États-Unis ne finançaient déjà pas l'avortement ou les campagnes de promotion de l'avortement légal mais ils autorisaient les organisations non gouvernementales financées par les États-Unis à utiliser des fonds venant d'autres sources pour financer ces activités.

Plusieurs lois américaines existent qui interdisent que les subventions du gouvernement américain servent à financer des activités quelconques en lien avec l'avortement. Ces lois s'appliquent notamment à l'avortement lui-même, au fait d'encourager quelqu'un à avoir un avortement (« Helms Amendment », 1973), au fait d'entreprendre des travaux de recherche biomédicale sur les procédures d'avortement (« Biden Amendment », 1981) et aux campagnes pour ou contre l'avortement (Siljander Amendment, 1981).<sup>6</sup>

Deux politiques spécifiques, dont la « règle du bâillon mondial », déterminent si une organisation pourra ou non accéder aux subventions du gouvernement américain. La deuxième politique, le « Kemp-Kasten Amendment » de 1985, interdit d'accorder des subventions pour l'aide au développement à une quelconque organisation ou un quelconque programme soutenant des activités de stérilisation ou d'avortement coercitifs ou participant à la gestion de ces activités. **L'interprétation de cet amendement est à la discrétion du président.**<sup>7</sup> Lorsque le président est conservateur (c'est-à-dire issu du Parti républicain) – ce qui est le cas en ce moment avec le président Donald Trump – cet amendement est utilisé pour suspendre les subventions américaines attribuées au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) qui est une des plus grosses organisations donatrices pour le financement des moyens de contraception dans le monde.<sup>8</sup> Jusqu'à présent l'amendement a toujours été utilisé dans le **seul** objectif de suspendre les subventions attribuées au FNUAP.

---

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Kaiser Family Foundation, 2016, "Fact Sheet: The US Government and International Family Planning & Reproductive Health: Statutory Requirements and Policies" disponible en anglais sur le site <http://kff.org/global-health-policy/fact-sheet/the-u-s-government-and-international-family-planning-reproductive-health-statutory-requirements-and-policies/> (consulté pour la dernière fois le 22 mai 2017)

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Kaiser Family Foundation, 2017, "UNFPA Funding & Kemp-Kasten: An Explainer" disponible en anglais sur le site <http://kff.org/global-health-policy/fact-sheet/unfpa-funding-kemp-kasten-an-explainer/> (consulté pour la dernière fois le 22 mai 2017)



### Types d'activités autorisées ou interdites par la « règle du bâillon mondial »<sup>9</sup>

Les organisations qui reçoivent des subventions du gouvernement américain pour l'aide au développement sont contraintes, de par la « règle du bâillon mondial », d'inscrire dans leurs contrats certaines clauses spécifiques – qui s'appliquent également à tous les financements versés par d'autres donateurs – leur interdisant :

- De faire campagne pour la libéralisation des lois relatives à l'avortement ou pour que l'avortement reste un moyen légal de planification familiale.
- De pratiquer l'avortement en dehors des cas d'incestes, de viols ou lorsque la vie de la femme est en danger. De pratiquer l'avortement pour des raisons de santé mentale ou physique, à moins que la vie de la femme soit en danger.
- De fournir des informations sur l'avortement à quiconque a) n'est pas enceinte et b) ne cherche pas activement à se faire avorter légalement si elle/il demande des informations ; ou c) n'est pas une victime de viol ou d'inceste ou dont la vie n'est pas mise en danger par la grossesse.
- De fournir des fonds, des biens ou des services à des organisations non gouvernementales travaillant à l'extérieur du territoire américain et pratiquant des activités interdites, et cela pendant toute la période durant laquelle elles bénéficient de fonds, de biens ou de services de la part du gouvernement américain.

La « règle du bâillon mondial » *n'interdit pas* les organisations concernées recevant des subventions de :

- Utiliser les fonds alloués pour l'aide au développement pour acheter ou distribuer des moyens contraceptifs et pour informer le public en matière de contraception. Cela concerne aussi la contraception d'urgence (pilule du lendemain).<sup>10</sup>
- Soigner les maladies ou les blessures résultant d'avortements pratiqués légalement et illégalement.<sup>11</sup>
- Acheter des biens ou des services offerts par des organisations non gouvernementales travaillant hors du territoire américain et qui pratiquent des activités interdites.
- Autoriser des membres d'une organisation pratiquant des activités interdites de participer à une formation.
- Faire campagne, dans les endroits où l'avortement est criminalisé, pour sa légalisation dans les cas d'incestes ou de viols ou lorsque la vie de la femme est mise en danger par la grossesse.

### Effets et champ d'action

Le gouvernement des États-Unis donne chaque année beaucoup d'argent pour l'aide internationale au développement pour la santé. Une énorme partie de ces financements est donc désormais inaccessible aux organisations non gouvernementales travaillant hors du territoire américain et pratiquant des activités en lien avec l'avortement.

On ne sait pas encore exactement quelles seront les sommes d'argent affectées par la « règle du bâillon mondial » ou le nombre d'organisations bénéficiant actuellement de subventions et pratiquant des activités interdites qui seront touchées par cette politique. Nous savons que :

- En 2016, les organisations non gouvernementales internationales ont reçu du gouvernement américain 792 millions de dollars d'aide au développement.<sup>12</sup> Cette somme

<sup>9</sup> Kaiser Family Foundation, 2017, "The Mexico City Policy: An Explainer;" US Department of State, 2017, "Background Briefing: Senior Administration Officials on Protecting Life in Global Health Assistance" USAID, 2017, "Standard Provisions for US Nongovernmental Organizations Mandatory Reference for ADS 303" 75-84 disponible en anglais sur le site <https://www.usaid.gov/ads/policy/300/303mq>; USAID, 2017 "ADS Reference 303mab "Standard Provisions for Non-US Nongovernmental Organizations: A Mandatory Reference for ADS Chapter 303" 83-92 d <https://www.usaid.gov/ads/policy/300/303mab>

<sup>10</sup> Population Action International, 2002, "Emergency Contraception and the Global Gag Rule: An Unofficial Guide" disponible en anglais sur le site: [http://pai.org/wp-content/uploads/2012/01/EC\\_GGR.pdf](http://pai.org/wp-content/uploads/2012/01/EC_GGR.pdf) (consulté pour la dernière fois le 21 mai 2017)

<sup>11</sup> "Background Briefing: Senior Administration Officials on Protecting Life in Global Health Assistance" USAID, 2017

<sup>12</sup> IHME, 2017, "Financing Global Health 2016: Development Assistance, Public and Private Health Spending for the Pursuit of Universal Health Coverage", p. 23

n'inclut pas les subventions reçues par les ONG nationales, que ce soit directement du gouvernement ou en tant que sous-réциpiendaire.

- Les organisations non gouvernementales travaillant hors du territoire américain et recevant **tout type** de subventions venant du gouvernement américain n'auront pas le droit d'utiliser les subventions qu'elles reçoivent, **de quelque source que ce soit**, pour financer des activités en lien avec l'avortement.
- 37 des 64 pays qui reçoivent des subventions du gouvernement américain pour l'aide au développement autorisent que l'avortement soit pratiqué légalement pour une raison qui n'est pas autorisée par la « règle du bâillon mondial ».<sup>13</sup>

Ce sont principalement des organisations recevant des subventions pour la prestation ou la promotion de services complets en lien avec le VIH et la santé reproductive et sexuelle – y compris l'avortement – qui seront touchées par la restauration et l'élargissement de la « règle du bâillon mondial ». Ces organisations jouent souvent un rôle majeur dans la prestation (sans préjugés) de services de santé reproductive et sexuelle auprès des travailleurSEs du sexe et sont des alliés précieux du mouvement pour les droits des travailleurSEs du sexe.

Ainsi, même si la « règle du bâillon mondial » n'interdit pas de soutenir les travailleurSEs du sexe, d'offrir des services d'assistance en matière de planification familiale et de distribuer des moyens contraceptifs, elle aura pour conséquence de réduire les financements et la capacité des prestataires de services de santé primaires destinés aux travailleurSEs du sexe, mettant ainsi en péril la relation établie entre les prestataires de services et les travailleurSEs du sexe, et leur accès à des services essentiels.

La restauration et l'élargissement de la « règle du bâillon mondial » entraîneront aussi une augmentation du nombre de grossesses non désirées, du nombre d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses et du nombre de morts dues à ces conditions. La Marie Stopes foundation estime que la « règle du bâillon mondial » élargie occasionnera 6,5 millions de grossesses non désirées supplémentaires, 2,1 millions d'avortements supplémentaires pratiqués dans des conditions dangereuses et 21 700 décès maternels supplémentaires.<sup>14</sup> Les conséquences de la « règle du bâillon mondial » toucheront plus particulièrement les travailleurSEs du sexe.

#### **Autres dangers : la baisse important des budgets pour l'aide au développement pour la santé**

En plus de la restauration de la « règle du bâillon mondial », le gouvernement américain a l'intention de réduire les budgets de l'aide au développement dans leur ensemble et de réduire certaines subventions allouées aux organisations exemptes de la « règle du bâillon mondial » telles que le Fonds mondial et les organismes de l'ONU. Le projet de budget du gouvernement américain pour 2018 prévoit déjà une réduction de 2 milliards de dollars du budget alloué à l'aide au développement. Ce budget prévoit une baisse des subventions accordées au Fonds mondial de 222 millions de dollars pour l'année 2018, la suppression du programme du gouvernement américain pour l'aide à la planification familiale et une réduction importante du financement des programmes de lutte contre le VIH dans tous les pays couverts par PEPFAR, excepté dans 12 pays.<sup>15</sup>

Ces diminutions budgétaires auront un effet dévastateur sur les travailleurSEs du sexe et d'autres populations clés ainsi que sur les programmes de lutte contre le VIH que l'Organisation mondiale de la santé, l'ONUSIDA et le Fonds mondial estiment être absolument nécessaires pour mettre fin à l'épidémie du sida.

<sup>13</sup> Kaiser Family Foundation, 2017, "What Is the Scope of the Mexico City Policy: Assessing Abortion Laws in Countries That Receive US Global Health Assistance" disponible en anglais sur le site <http://kff.org/global-health-policy/issue-brief/what-is-the-scope-of-the-mexico-city-policy-assessing-abortion-laws-in-countries-that-receive-u-s-global-health-assistance/> (consulté pour la dernière fois le 22 mai 2017)

<sup>14</sup> Marie Stopes International, 2017, "Re-enactment of the Mexico City Policy (2017)", disponible en anglais sur le site <https://mariestopes.org/news/2017/1/re-enactment-of-the-mexico-city-policy/>.

<sup>15</sup> "Major Savings and Reforms Budget of the US Government Fiscal Year 2018" disponible en anglais sur le site <https://www.whitehouse.gov/sites/whitehouse.gov/files/omb/budget/fy2018/msar.pdf> (consulté pour la dernière fois le 26 mai 2017)



Elles viendront contrecarrer les progrès limités qui ont été réalisés pour la réduction des obstacles structureaux qui limitent l'accès des travailleuSES du sexe et d'autres populations clés aux services de santé et à la justice.

**Actions pour la réduction de l'impact de la « règle du bâillon mondial » élargie et de la réduction des budgets pour l'aide au développement :**

- **Le « Global HER Act »** : Aux États-Unis, des militants font campagne pour l'adoption d'un projet de loi qui mettrait définitivement fin à la « règle du bâillon mondial » et permettrait aux récipiendaires des subventions du gouvernement américain de pouvoir utiliser des fonds venant d'autres donateurs pour mettre en œuvre des activités en lien avec l'avortement.<sup>16</sup>
- **Le fonds « She Decides »** : D'autres gouvernements se sont mobilisés pour organiser une collecte de fonds dans l'objectif de pallier la réduction des financements occasionnée par la « règle du bâillon mondial ». Cet argent permettra de soutenir l'éducation sexuelle, le contrôle des naissances, les soins obstétricaux, le dépistage et le traitement du VIH et la pratique d'avortements dans des conditions sûres. Entre fin janvier et avril 2017, la collecte a permis de lever 300 millions de dollars venant de divers gouvernements et de donateurs privés.<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> Center for Health and Gender Equity, 2017, "Fact Sheet: Global Health, Empowerment and Rights (HER) Act [S.210; H.R.671]" disponible en anglais sur le site [http://www.genderhealth.org/files/uploads/change/publications/Global\\_HER\\_Act\\_Fact\\_Sheet\\_April\\_2017\\_2.pdf](http://www.genderhealth.org/files/uploads/change/publications/Global_HER_Act_Fact_Sheet_April_2017_2.pdf) (consulté pour la dernière fois le 22 mai 2017)

<sup>17</sup> "The Global Gag Rule and the She Decides fund," Non Profit Quarterly consulté pour la dernière fois le 22 mai 2017 sur <https://nonprofitquarterly.org/2017/04/14/global-gag-rule-decides-fund/>